



Actualisation des salaires 2021

ACTUALISATION DES RÉMUNÉRATIONS ET PENSIONS AINSI QUE DU TAUX DE CONTRIBUTION AU RÉGIME DES PENSIONS DES PERSONNELS DE L'UNION EUROPÉENNE, AU TITRE DE L'ANNÉE 2020 (ART. 65 DU STATUT DES FONCTIONNAIRES DE L'UE ET 11 DE SON ANNEXE XI)

I- Actualisation des rémunérations et pensions des personnels de l'Union européenne

Lors de la dernière révision du statut du 22 octobre 2013, le législateur de l'Union a adopté une nouvelle version de la clause d'exception applicable à l'adaptation des rémunérations et pensions des personnels européens, en cas de crise économique. Il s'agissait de facto d'éviter une nouvelle querelle entre la Commission et le Conseil sur l'adaptation des rémunérations et pensions des personnels de l'UE ; alors que le PIB de l'Union décroît.

En décembre 2020, suite à la diminution du PIB de l'UE (-5,90%), la clause d'exception a été appliquée pour la première fois dans le contexte du dispositif adopté en 2014 par le co législateur de l'UE. Ainsi, l'adaptation des rémunérations au titre de 2020 n'a pris en compte que le volet de l'indicateur composite qui mesure l'inflation à Bruxelles et Luxembourg (JBLI) qui s'élève à +0,7%. Le niveau de l'indicateur spécifique (GSI), évalué à +2,5% en 2020, n'a pas été accordé, en application de la clause d'exception; la diminution du PIB de l'UE étant supérieur à 3,00%. Toutefois, cette partie de l'adaptation sera appliquée au moment où le PIB de l'Union retrouvera son niveau de 2019. À la différence du mécanisme d'exception qui a prévalu jusqu'en 2013, le niveau de l'indicateur spécifique (évolution des rémunérations des fonctionnaires nationaux), s'il est suspendu en cas de crise, n'est toutefois pas perdu. Son bénéfice est récupéré par le personnel dès que le PIB revient au niveau de celui constaté l'année précédant le déclenchement de la crise.

Pour l'adaptation au titre de 2021, la Commission a tout d'abord procédé à la vérification du niveau du PIB de l'UE, afin de déterminer si la clause d'exception s'appliquait au titre de l'année en cours et si la clause de récupération au titre de 2020 pouvait être enclenchée.

On notera que la prévision de croissance pour 2021 est de 5%. Par conséquent, il n'y a pas lieu d'appliquer la clause d'exception en 2021. Le PIB de 2021 reste en dessous du niveau de 2019. Ainsi, la clause de récupération (récupération des 2,5% gelés en 2020) ne s'appliquera pas en 2021. Elle pourrait être déclenchée en 2022, sous réserve de l'évolution positive du PIB de l'Union et du retour au niveau de 2019.

Au titre de 2021, l'évolution moyenne du pouvoir d'achat des rémunérations des fonctionnaires nationaux pour la période de référence mesurée par l'indicateur spécifique (GSI) est égale à - 0,2 %. Par ailleurs, l'évolution du coût de la vie en Belgique et au Luxembourg pour la période de référence, mesurée par l'indice commun calculé par Eurostat, est égale à 2,1 %. **Sur le fondement de ces deux indicateurs, l'actualisation des rémunérations et des pensions des personnels de l'UE est fixée à 1,9 %.**

Conformément aux dispositions de l'art 65 du statut et après adoption du rapport de la Commission sur l'incidence budgétaire de l'adaptation au titre de 2021, le montant de l'adaptation (+1,90%) a été publié au Journal officiel de l'Union européenne du 13 décembre 2021 (*JO C 501 du 13.12.2021, p. 11*).

Les sommes qui découlent de la rétroactivité de cette adaptation au 1^{er} juillet 2021, ont été versées avec les rémunérations de décembre 2021 (au 15 décembre).

En parallèle à l'adaptation des rémunérations, la Commission a également actualisé, à compter du 1^{er} juillet 2021, l'ensemble des coefficients correcteurs qui permettent de maintenir le principe de parité du pouvoir d'achat entre Bruxelles-Luxembourg et le reste des lieux d'affectation des institutions européennes, conformément à l'art. 64 du statut. La liste des nouveaux coefficients correcteurs a également été publiée au JOUE du 13 décembre 2021 (*JO C 501 du 13.12.2021, p. 11*).

II- Actualisation des pensions des personnels de l'Union européenne

On doit rappeler ici que le fonds de pension des personnels de l'Union européenne constitue un régime d'équilibre actuariel notionnel. Le fonds de pension n'est pas placé sur les marchés financiers. Sa valeur actuarielle est reprise dans le bilan comptable annuel de l'Union, arrêtée au 31 décembre de l'année en cours.

La valeur du fonds de pension (passif comptabilisé dans le bilan comptable de l'Union européenne) au 31 décembre 2020 est évaluée à un peu plus de 100 milliards d'EUR.

L'article 83 bis du statut prévoit une évaluation annuelle de l'équilibre actuariel du régime des pensions sur base de la méthode définie à l'annexe XII du statut. **En 2021, Eurostat a évalué le taux de contribution pension de chaque membre du personnel à 10,10% de rémunération de base. Par conséquent, la contribution des personnels de l'UE au régime des pensions est restée la même que dans l'exercice précédent.**

On notera que la part employeur de la contribution est fixé à 20,2% du traitement de base de chaque membre du personnel (deux fois le taux à la charge du fonctionnaire ou de l'agent).

Conclusions

Tant pour l'équilibre actuariel du régime de pensions (annexe XI du statut) que pour le fonctionnement du système d'actualisation, il conviendra d'analyser les deux rapports que la Commission adoptera en mars 2022, conformément au rapport sur le fonctionnement du statut (art. 113) afin de dresser un bilan des dispositions en la matière, telles qu'adoptées en 2014 par le législateur de l'Union et voir quelles suites la Commission entend apporter à ces deux rapports.

13/12/2021

**Actualisation 2021 des rémunérations et des pensions des fonctionnaires et autres agents de l'UE
ainsi que des coefficients correcteurs dont celles-ci sont affectées**

(2021/C 501/05)

1.1. Tableau des montants des traitements mensuels de base pour chaque grade et chaque échelon dans les groupes de fonctions AD et AST visés à l'article 66 du statut, applicables à partir du 1er juillet 2021:

1.7.2021	ÉCHELONS				
GRADES	1	2	3	4	5
16	19 490,71	20 309,74	21 163,17		
15	17 226,53	17 950,42	18 704,71	19 225,11	19 490,71
14	15 225,35	15 865,16	16 531,83	16 991,77	17 226,53
13	13 456,69	14 022,15	14 611,37	15 017,90	15 225,35
12	11 893,46	12 393,23	12 914,02	13 273,30	13 456,69
11	10 511,83	10 953,54	11 413,82	11 731,38	11 893,46
10	9 290,71	9 681,10	10 087,94	10 368,58	10 511,83
9	8 211,43	8 556,48	8 916,05	9 164,09	9 290,71
8	7 257,53	7 562,50	7 880,28	8 099,53	8 211,43
7	6 414,44	6 683,99	6 964,85	7 158,63	7 257,53
6	5 669,29	5 907,53	6 155,76	6 327,03	6 414,44
5	5 010,72	5 221,27	5 440,67	5 592,05	5 669,29
4	4 428,64	4 614,72	4 808,64	4 942,43	5 010,72
3	3 914,15	4 078,65	4 250,05	4 368,27	4 428,64
2	3 459,47	3 604,83	3 756,32	3 860,83	3 914,15
1	3 057,60	3 186,07	3 319,95	3 412,34	3 459,47

2. 2. Tableau des montants des traitements mensuels de base pour chaque grade et chaque échelon dans le groupe de fonctions AST/SC visés à l'article 66 du statut, applicables à partir du 1er juillet 2021:

1.7.2021	ÉCHELONS				
GRADES	1	2	3	4	5
6	4 970,95	5 179,84	5 397,50	5 547,65	5 624,31
5	4 393,49	4 578,11	4 771,16	4 903,20	4 970,95
4	3 883,12	4 046,28	4 216,32	4 333,62	4 393,49
3	3 432,01	3 576,23	3 726,53	3 830,19	3 883,12
2	3 033,32	3 160,80	3 293,63	3 385,25	3 432,01
1	2 680,96	2 793,62	2 911,02	2 991,98	3 033,32

3. Tableau des coefficients correcteurs applicables aux rémunérations et aux pensions des fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne visés à l'article 64 du statut contenant:

- les coefficients correcteurs applicables, à partir du 1er juillet 2021, à la rémunération des fonctionnaires et autres agents visés à l'article 64 du statut (indiqués dans la colonne 2 du tableau ci-après);
- les coefficients correcteurs applicables, à partir du 1er janvier 2022, aux transferts effectués par les fonctionnaires et autres agents, en vertu de l'article 17, paragraphe 3, de l'annexe VII du statut (indiqués dans la colonne 3 du tableau ci-après);
- les coefficients correcteurs applicables, à partir du 1er juillet 2021, aux pensions, en vertu de l'article 20, paragraphe 1, de l'annexe XIII du statut (indiqués dans la colonne 4 du tableau ci-après);

1	2	3	4
	Rémunération	Transfert	Pension
Pays / lieu	1.7.2021	1.1.2022	1.7.2021
Bulgarie	61,7	58,6	
Rép. Tchèque	88,1	75,1	
Danemark	134,2	136,9	136,9
Allemagne	101,4	101,3	101,3
Karlsruhe	96,9		
Münich	113,4		
Estonie	86,3	90,2	
Irlande	133,6	125,4	125,4
Grèce	85,2	82,3	
Espagne	96,3	93,3	
France	119,9	111,2	111,2
Croatie	78,3	69,0	
Italie	95,2	97,1	
Varese	91,2		
Chypre	82,2	84,6	
Lettonie	80,0	74,6	
Lituanie	80,1	70,2	
Hongrie	76,1	63,6	
Malte	94,0	99,0	
Pays-Bas	111,4	111,3	111,3
Autriche	109,6	113,5	113,5
Pologne	70,6	61,3	
Portugal	91,4	87,0	
Roumanie	68,5	57,9	
Slovénie	84,9	81,9	
Slovaquie	79,9	77,7	
Finlande	118,6	121,4	121,4
Suède	130,3	120,0	120,0
Royaume-Uni			128,5

4.1. Montant de l'allocation de congé parental visée à l'article 42 bis, deuxième alinéa, du statut, applicable à partir du 1er juillet 2021 - 1 050,30 EUR.

4.2. Montant de l'allocation de congé parental visée à l'article 42 bis, troisième alinéa, du statut, applicable à partir du 1er juillet 2021 - 1 400,41 EUR.

5.1. Montant de base de l'allocation de foyer visée à l'article 1er, paragraphe 1, de l'annexe VII du statut, applicable à partir du 1er juillet 2021 - 196,44 EUR.

5.2. Montant de l'allocation pour enfant à charge visée à l'article 2, paragraphe 1, de l'annexe VII du statut, applicable à partir du 1er juillet 2021 - 429,24 EUR.

5.3. Montant de l'allocation scolaire visée à l'article 3, paragraphe 1, de l'annexe VII du statut, applicable à partir du 1er juillet 2021 - 291,24 EUR.

5.4. Montant de l'allocation scolaire visée à l'article 3, paragraphe 2, de l'annexe VII du statut, applicable à partir du 1er juillet 2021 - 104,86 EUR.

5.5. Montant minimal de l'indemnité de dépaysement visée à l'article 69 du statut et à l'article 4, paragraphe 1, deuxième alinéa, de l'annexe VII du statut, applicable à partir du 1er juillet 2021 - 582,21 EUR.

5.6. Montant de l'indemnité de dépaysement visée à l'article 134 du régime applicable aux autres agents de l'Union européenne, applicable à partir du 1er juillet 2021 - 418,54 EUR.

6.1. Montant de l'indemnité kilométrique visée à l'article 7, paragraphe 2, de l'annexe VII du statut, applicable à partir du 1er juillet 2021:

0 EUR par kilomètre pour la tranche de distance entre:	0 et 200 km
0,2165 EUR par kilomètre pour la tranche de distance entre:	201 et 1 000 km
0,3610 EUR par kilomètre pour la tranche de distance entre:	1 001 et 2 000 km
0,2165 EUR par kilomètre pour la tranche de distance entre:	2 001 et 3 000 km
0,0721 EUR par kilomètre pour la tranche de distance entre:	3 001 et 4 000 km
0,0348 EUR par kilomètre pour la tranche de distance entre:	4 001 et 10 000 km
0 EUR par kilomètre pour les distances supérieures à	10 000 km

6.2. Montant forfaitaire supplémentaire ajouté à l'indemnité kilométrique visé à l'article 7, paragraphe 2, de l'annexe VII du statut, applicable à partir du 1er juillet 2021:

- 108,27 EUR si la distance géographique entre les lieux visés au paragraphe 1 est comprise entre 600 et 1 200 km,
- 216,54 EUR si la distance géographique entre les lieux visés au paragraphe 1 est supérieure à 1 200 km.

7.1. Montant de l'indemnité kilométrique visée à l'article 8, paragraphe 2, de l'annexe VII du statut, applicable à partir du 1er janvier 2022:

0 EUR par kilomètre pour la tranche de distance entre:	0 et 200 km
0,4366 EUR par kilomètre pour la tranche de distance entre:	201 et 1 000 km
0,7277 EUR par kilomètre pour la tranche de distance entre:	1 001 et 2 000 km
0,4366 EUR par kilomètre pour la tranche de distance entre:	2 001 et 3 000 km
0,1454 EUR par kilomètre pour la tranche de distance entre:	3 001 et 4 000 km
0,0702 EUR par kilomètre pour la tranche de distance entre:	4 001 et 10 000 km
0 EUR par kilomètre pour les distances supérieures à	10 000 km

7.2. Montant forfaitaire supplémentaire ajouté à l'indemnité kilométrique visé à l'article 8, paragraphe 2, de l'annexe VII du statut, applicable à partir du 1er janvier 2022:

- 218,28 EUR si la distance géographique entre le lieu d'affectation et le lieu d'origine est comprise entre 600 et 1 200 km,
- 436,53 EUR si la distance géographique entre le lieu d'affectation et le lieu d'origine est supérieure à 1 200 km.

8. Montant de l'indemnité journalière visée à l'article 10, paragraphe 1, de l'annexe VII du statut, applicable à partir du 1er juillet 2021:

- 45,12 EUR pour un fonctionnaire ayant droit à l'allocation de foyer,
- 36,39 EUR pour un fonctionnaire n'ayant pas droit à l'allocation de foyer.

9. Montant de la limite inférieure pour l'indemnité d'installation visée à l'article 24, paragraphe 3, du régime applicable aux autres agents, applicable à partir du 1er juillet 2021:

- 1 284,45 EUR pour un agent ayant droit à l'allocation de foyer,
- 763,73 EUR pour un agent n'ayant pas droit à l'allocation de foyer.

10.1. Montant des limites inférieure et supérieure pour l'allocation de chômage visées à l'article 28 bis, paragraphe 3, deuxième alinéa, du régime applicable aux autres agents, applicable à partir du 1er juillet 2021:

- 1 540,45 EUR (limite inférieure),
- 3 080,90 EUR (limite supérieure).

10.2. Montant de l'abattement forfaitaire visé à l'article 28 bis, paragraphe 7, du régime applicable aux autres agents, applicable à partir du 1er juillet 2021:

- 1 400,41 EUR.

11. Tableau contenant le barème des traitements de base prévu à l'article 93, du régime applicable aux autres agents, applicable à partir du 1er juillet 2021:

GROUPE DE FONCTIONS	1.7.2021	ÉCHELONS						
	GRADES	1	2	3	4	5	6	7
IV	18	6 718,94	6 858,66	7 001,28	7 146,88	7 295,52	7 447,23	7 602,09
	17	5 938,38	6 061,86	6 187,92	6 316,61	6 447,97	6 582,05	6 718,94
	16	5 248,48	5 357,62	5 469,04	5 582,77	5 698,89	5 817,40	5 938,38
	15	4 638,73	4 735,20	4 833,68	4 934,20	5 036,82	5 141,55	5 248,48
	14	4 099,84	4 185,10	4 272,14	4 360,98	4 451,70	4 544,23	4 638,73
III	13	3 623,54	3 698,90	3 775,81	3 854,35	3 934,49	4 016,32	4 099,84
	12	4 638,67	4 735,13	4 833,61	4 934,11	5 036,71	5 141,45	5 248,37
	11	4 099,81	4 185,05	4 272,08	4 360,91	4 451,60	4 544,17	4 638,67
	10	3 623,53	3 698,88	3 775,79	3 854,32	3 934,46	4 016,29	4 099,81
	9	3 202,59	3 269,19	3 337,17	3 406,58	3 477,42	3 549,72	3 623,53
II	8	2 830,56	2 889,42	2 949,51	3 010,83	3 073,46	3 137,36	3 202,59
	7	3 202,52	3 269,14	3 337,12	3 406,52	3 477,40	3 549,72	3 623,54
	6	2 830,43	2 889,28	2 949,38	3 010,73	3 073,34	3 137,27	3 202,52
	5	2 501,54	2 553,56	2 606,68	2 660,91	2 716,24	2 772,74	2 830,43

	4	2 210,88	2 256,87	2 303,82	2 351,74	2 400,64	2 450,58	2 501,54
I	3	2 723,63	2 780,16	2 837,87	2 896,76	2 956,87	3 018,24	3 080,90
	2	2 407,81	2 457,78	2 508,79	2 560,86	2 614,01	2 668,27	2 723,63
	1	2 128,61	2 172,80	2 217,88	2 263,91	2 310,90	2 358,86	2 407,81

12. Montant de la limite inférieure pour l'indemnité d'installation visée à l'article 94 du régime applicable aux autres agents, applicable à partir du 1er juillet 2021:

- 966,13 EUR pour un agent ayant droit à l'allocation de foyer,
- 572,81 EUR pour un agent n'ayant pas droit à l'allocation de foyer.

13.1. Montant des limites inférieure et supérieure pour l'allocation de chômage visées à l'article 96, paragraphe 3, deuxième alinéa, du régime applicable aux autres agents, applicable à partir du 1er juillet 2021:

- 1 155,33 EUR (limite inférieure),
- 2 310,64 EUR (limite supérieure).

13.2 Montant de l'abattement forfaitaire visé à l'article 96, paragraphe 7, du régime applicable aux autres agents applicable à partir du 1er juillet 2021 - 1 050,30 EUR.

13.3 Montant des limites inférieure et supérieure pour l'allocation de chômage visées à l'article 136 du régime applicable aux autres agents, applicable à partir du 1er juillet 2021:

- 1 016,43 EUR (limite inférieure),
- 2 391,63 EUR (limite supérieure).

14. Montant des indemnités pour service par tours prévues à l'article 1er, paragraphe 1, premier alinéa, du règlement (CECA, CEE, Euratom) n° 300/76 du Conseil ⁽¹⁾:

- 440,26 EUR,
- 664,51 EUR,
- 726,56 EUR,
- 990,54 EUR.

15. Coefficient applicable, à partir du 1er juillet 2021 aux montants visés à l'article 4 du règlement (CEE, Euratom, CECA) n° 260/68 du Conseil ⁽²⁾ - 6,3553.

16. Tableau des montants prévus à l'article 8, paragraphe 2, de l'annexe XIII du statut, applicable à partir du 1er juillet 2021:

1.7.2021	ÉCHELONS							
GRADES	1	2	3	4	5	6	7	8
16	19 490,71	20 309,74	21 163,17	21 163,17	21 163,17	21 163,17		
15	17 226,53	17 950,42	18 704,71	19 225,11	19 490,71	20 309,74		

⁽¹⁾ Règlement (CECA, CEE, Euratom) n° 300/76 du Conseil, du 9 février 1976, déterminant les catégories de bénéficiaires, les conditions d'attribution et les taux des indemnités qui peuvent être accordées aux fonctionnaires appelés à exercer leurs fonctions dans le cadre d'un service continu ou par tours (JO L 38 du 13.2.1976, p. 1). Règlement complété par le règlement (Euratom, CECA, CEE) n° 1307/87 (JO L 124 du 13.5.1987, p. 6).

⁽²⁾ Règlement (CEE, Euratom, CECA) n° 260/68 du Conseil, du 29 février 1968, portant fixation des conditions et de la procédure d'application de l'impôt établi au profit des Communautés européennes (JO L 56 du 4.3.1968, p. 8).

14	15 225,35	15 865,16	16 531,83	16 991,77	17 226,53	17 950,42	18 704,71	19 490,71
13	13 456,69	14 022,15	14 611,37	15 017,90	15 225,35			
12	11 893,46	12 393,23	12 914,02	13 273,30	13 456,69	14 022,15	14 611,37	15 225,35
11	10 511,83	10 953,54	11 413,82	11 731,38	11 893,46	12 393,23	12 914,02	13 456,69
10	9 290,71	9 681,10	10 087,94	10 368,58	10 511,83	10 953,54	11 413,82	11 893,46
9	8 211,43	8 556,48	8 916,05	9 164,09	9 290,71			
8	7 257,53	7 562,50	7 880,28	8 099,53	8 211,43	8 556,48	8 916,05	9 290,71
7	6 414,44	6 683,99	6 964,85	7 158,63	7 257,53	7 562,50	7 880,28	8 211,43
6	5 669,29	5 907,53	6 155,76	6 327,03	6 414,44	6 683,99	6 964,85	7 257,53
5	5 010,72	5 221,27	5 440,67	5 592,05	5 669,29	5 907,53	6 155,76	6 414,44
4	4 428,64	4 614,72	4 808,64	4 942,43	5 010,72	5 221,27	5 440,67	5 669,29
3	3 914,15	4 078,65	4 250,05	4 368,27	4 428,64	4 614,72	4 808,64	5 010,72
2	3 459,47	3 604,83	3 756,32	3 860,83	3 914,15	4 078,65	4 250,05	4 428,64
1	3 057,60	3 186,07	3 319,95	3 412,34	3 459,47			

17. Montant, applicable, à partir du 1er juillet 2021, de l'indemnité forfaitaire mentionnée à l'article 4 bis de l'annexe VII du statut en vigueur avant le 1er mai 2004, utilisé pour l'application de l'article 18, paragraphe 1, de l'annexe XIII du statut:

- 151,88 EUR par mois pour les fonctionnaires classés dans les grades C4 ou C5,
- 232,87 EUR par mois pour les fonctionnaires classés dans les grades C1, C2 ou C3.

18. Tableau contenant le barème des traitements de base prévu à l'article 133, du régime applicable aux autres agents, applicable à partir du 1er juillet 2021:

Grade	1	2	3	4	5	6	7
Traitement de base à temps plein	1 936,23	2 255,71	2 445,64	2 651,60	2 874,88	3 117,00	3 379,48
Grade	8	9	10	11	12	13	14
Traitement de base à temps plein	3 664,10	3 972,64	4 307,17	4 669,87	5 063,14	5 489,50	5 951,78
Grade	15	16	17	18	19		
Traitement de base à temps plein	6 452,98	6 996,40	7 585,58	8 224,34	8 916,94		